

**Décision n° 2022-0595**  
**de la présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques,**  
**des postes et de la distribution de la presse**  
**en date du 14 mars 2022**  
**autorisant diverses entités à utiliser des fréquences assignées**  
**pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile**

La présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret du 13 octobre 1994 relatif aux radiocommunications intéressant la circulation des aéronefs ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l’État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d’utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d’autorisations d’utilisation de fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 4 mai 2021 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2021-2670 de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision de la présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1 et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 de l’Autorité portant délégation de pouvoirs ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l’annexe à la présente décision, incluant l’accord de la direction générale de l’aviation civile pour l’utilisation des fréquences concernées ;

**Décide :**

- Article 1.** Les entités citées dans l'annexe à la présente décision sont autorisées à utiliser les fréquences qui y sont mentionnées, pour l'exploitation de leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile, dans les conditions précisées dans la présente décision et son annexe.
- Article 2.** La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée à compter de la date de la présente décision jusqu'au 31 décembre 2027.
- Article 3.** Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés aux titulaires les conditions de leur renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.
- Article 4.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.
- Article 5.** Les titulaires de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques sont assujettis au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.
- Article 6.** Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée, avec son annexe, aux titulaires.

Fait à Paris, le 14 mars 2022,

Pour la Présidente et par délégation

Jean-Luc STEVANIN  
Chef de l'unité gestion des fréquences

**Annexe à la décision n° 2022-0595**  
**de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques,**  
**des postes et de la distribution de la presse**  
**en date du 14 mars 2022**

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Création

Autorisation jusqu'au 31/12/2027

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
202200518	EIFFAGE CONSTRUCTION HABITAT	95 BOUFFEMONT	2 UHF
202200522	GCC	93 LA COURNEUVE	2 UHF
202200524	BOREY TAXIS	93 VILLEPINTE	2 UHF
202200531	INSTITUT EMISSION DEPARTEMENTS OUTRE MER	97 LES ABYMES	1 UHF
202200539	EIFFAGE CONSTRUCTION HABITAT	92 CLAMART	2 UHF
202200542	COMMUNAUTE D'AGGLO DE L'ALBIGEOIS C2A	81 SAINT-JUÉRY	1 UHF
202200546	LITTORAL ENROBES	34 COURNONSEC	1 UHF
202200549	LES PASSAGERS DU VENT	74 TALLOIRES-MONTMIN	1 VHF
202200550	RECYCLAGE DE L'OUEST	97 SAINT PAUL	1 UHF
202200551	ALEO	74 DOUSSARD	2 VHF*
202200552	LE SAINT REMY	13 ST REMY DE PROVENCE	1 UHF
202200553	COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE & AUX NRJ ALTERNATIVES	91 ARPAJON	1 UHF
202200555	VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT	95 DOMONT	1 UHF
202200557	EIFFAGE GENIE CIVIL	93 VILLETANEUSE	2 UHF
202200558	M POULET BASTIEN	26 MONTMAUR EN DIOIS	1 UHF*
202200566	BMS PATRIMOINE	67 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	2 UHF
202200569	BUREAU VERITAS EMISSIONS SERVICES	13 AIX EN PROVENCE CEDEX 3	1 UHF*
202200572	GENERALL AUTOS	97 SAINT-LOUIS	1 UHF*
202200582	SEVIGNE INDUSTRIES	12 ARVIEU	1 UHF
202200585	SEGC	06 CAGNES SUR MER	2 UHF*
202200588	MAIN SECURITE	21 DIJON	1 UHF

: les fréquences marquées d'un astérisque sont attribuées en partage et sans garantie de protection, pour une utilisation de façon localisée autour d'un site dont l'emplacement peut varier dans le temps